

# LUTTE DE CLASSE

**POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

\* FEVRIER 1968.

## LE MANS, CAEN ...et la suite?

Depuis plus d'un mois, les travailleurs de Caen, en particulier ceux de la S.A.V.I.E.M., sont en lutte. Cette lutte a revêtu à certains moments des formes extrêmement dures qu'il est utile de connaître et dont il est nécessaire de comprendre la portée.

### Les faits.

Les faits sont connus dans leurs grandes lignes. Car si l'"Humanité" y a consacré moins de place qu'aux Jeux Olympiques, de nombreux journaux bourgeois n'ont pu dissimuler leur inquiétude.

Le 19 janvier, au cours d'un meeting inter-syndical, le mot d'ordre de "grève illimitée" est lancé à la S.A.V.I.E.M. On ne sait pas de qui il provient. Le 23, la S.A.V.I.E.M. débraye, bientôt suivie par trois autres entreprises.

Le 24 janvier, les grévistes entreprennent une marche sur Caen, l'usine S.A.V.I.E.M. étant située dans la banlieue, à Blainville. A un kilomètre de la ville, les C.R.S. attaquent les grévistes et blessent une vingtaine d'ouvriers.

Le vendredi 26 janvier, nouvelle manifestation après un meeting syndical. Les grévistes, qui ne sont plus décidés à se laisser matraquer sans réagir, sont venus avec des barres de fer à la main et des pierres dans les poches. Passant outre aux supplications capitulardes des cadres syndicaux, ils se battront toute la soirée et une partie de la nuit contre les C.R.S. et les gendarmes mobiles.

A la S.A.V.I.E.M., les dirigeants syndicaux locaux arrivent à faire reprendre le travail le lundi suivant en conseillant de "reprendre la lutte de l'intérieur". Les travailleurs prennent ce slogan au sérieux et plusieurs centaines d'entre eux, peut-être 2 ou 3.000, débrayent l'après-midi, circulent dans l'usine, dispersent des pièces détachées et un fichier.

L'agitation s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui et le 16 février,

.../...

date à laquelle cet article a été écrit, la direction de la S.A.V.I.E.M. a annoncé plusieurs mises à pied. La lutte n'est sûrement pas terminée.

### Un mouvement sérieux.

Ce qui caractérise en premier lieu ces grèves et manifestations c'est l'énergie dont ont fait preuve quelques milliers de travailleurs. Plus de défilés ridicules avec les "Il était un Premier Ministre" et autres "Charlot des sous". Les ouvriers de la S.A.V.I.E.M. ont rempu avec ce folklore. Le début de la grève illimitée a été accompagné de la mise en place de piquets qui ont empêché des jaunes d'entrer. Ces derniers ont été copieusement hués, leurs voitures bousculées.

Dans la rue, les manifestants n'ont pas hésité à se battre pied à pied avec les flics. Dans la nuit du 26 au 27 janvier, ils ont tenu jusqu'à 4 heures du matin et ceci sans organisation.

Mais cette lutte physique, pour importante qu'elle soit, n'est pas l'élément le plus intéressant. Le 26 octobre 1967, au Mans, des groupes d'ouvriers s'étaient aussi battus avec la police, bien que moins violemment. A Caen même, le 3 octobre, une manifestation paysanne s'était terminée par la casse des vitres de la Préfecture.

### Echec au plan des capitalistes.

Ce qui est plus important c'est que la grève de la S.A.V.I.E.M. et les manifestations qui ont suivi montrent les limites du pouvoir du grand capital. L'installation d'une usine S.A.V.I.E.M. près de Caen était, sur le papier, une opération bien menée. Cette usine a remplacé celle de Saint-Ouen, dont l'activité a cessé en 1962-63 et où, soit dit en passant, les militants du P.C. et d'une partie de la C.G.T. se signalaient par leur virulence contre les militants révolutionnaires. On verra plus loin que cela ne leur a pas porté chance.

Le transfert de l'usine de Saint-Ouen à Blainville pouvait sembler aux capitalistes un coup bien calculé. Entre 1946 et 1962, 110.000 personnes dont 85% de jeunes ont en effet quitté la Basse-Normandie; dans la masse des paysans ruinés, il y avait donc une main-d'oeuvre toute trouvée. Effectivement, l'usine de Blainville qui comptait 800 ouvriers au départ en employe 4.800 en 1968, des jeunes pour la plupart puisque la moyenne d'âge est de 28 ans.

La S.A.V.I.E.M. a même pu se payer le luxe de verser des salaires relativement élevés. Les augmentations annuelles variaient de 4% à 6% par an, ce qui sans être très important est mieux que dans de nombreuses entreprises, même de la région parisienne.

Dans ces conditions, les syndicats qui ne pouvaient jouer leur rôle d'intermédiaires entre les ouvriers et la direction avaient peu d'adhérents: 6% des salariés. Aux élections professionnelles, la C.F.D.T. était majoritaire. Ajoutons pour être complets qu'au point de vue politique les députés de la région et les conseils municipaux sont, dans leur écrasante majorité, purement réactionnaires.

.../...

Tout allait donc pour le mieux chez les capitalistes lorsque la machine s'est détraquée. La cause immédiate en a été une réduction d'horaire qui a entraîné une baisse de salaire.

Mais le plus grave pour les capitalistes n'est pas que la S.A.V.I.E.M. ait bougé. C'est qu'elle ait servi d'exemple aux travailleurs d'autres usines (JAEGER, SONORMEL...) où les conditions de travail sont encore plus mauvaises, les salaires plus bas et qui auraient eu plus de mal à se mettre en grève si les ouvriers de la S.A.V.I.E.M. n'avaient pas pris l'initiative. Accessoirement, ces derniers ont également entraîné dans la lutte une partie des classes moyennes en la personne des étudiants qui, seuls, ne peuvent rien faire d'efficace puisqu'ils ne sont pas dans la production.

#### L'Etat bourgeois ou la violence pure.

Ainsi, la décentralisation qui devait entraîner la "paix sociale" et, par là même, la surexploitation des travailleurs s'est retournée contre les capitalistes. Ceci explique la rapidité avec laquelle ils ont fait donner leur police contre les travailleurs. Les violences policières ont été innombrables. Des dizaines de manifestants ont été blessés. La presse bourgeoise a été obligée de mentionner les multiples "passages à tabac" qui se sont prolongés dans les commissariats.

Une fois de plus, la bourgeoisie menacée a montré son vrai visage: celui de la violence pure. Espérons que les nombreux matraqués apprécieront d'autant mieux l'humour involontaire de ce communiqué passé dans "Le Monde" du 17 février 1968:

" Le congrès de la Fédération nationale C.G.T. des syndicats de police s'est tenu à Paris. Dans sa résolution générale le congrès a notamment décidé la poursuite de l'action sous toutes les formes pour obtenir une véritable réforme de la police, faisant de celle-ci un organisme public au service de la nation ".

Après sa police, la bourgeoisie a mis en oeuvre sa justice. Alors qu'il avait fallu 4 ans à cette dernière pour condamner avec sursis les entrepreneurs et architectes responsables de la catastrophe du Boulevard Lefebvre (18 ouvriers tués) elle n'a pas hésité à faire "travailler" le Dimanche 28 janvier les magistrats de Caen pour condamner à des peines de prison, sans sursis pour beaucoup, les manifestants arrêtés la veille. Parmi les condamnations les plus lourdes: un ouvrier pâtissier en chômage (tiens, tiens...) et un ouvrier portugais dont l'expulsion a été annoncée.

#### L'attitude des syndicats.

Et là, il est temps de s'interroger sur la discrétion des "grands" syndicats et partis de gauche. Un ouvrier qui manifeste, est condamné puis expulsé, n'est-ce pas là une bonne occasion de dénoncer le pouvoir gaulliste, d'organiser une campagne de protestations, d'alerter les travailleurs sur ce dangereux précédent? Il est évidemment plus facile, et surtout moins dangereux, de jouer avec le sang des vietnamiens.

Une telle attitude ne peut surprendre. Elle ne fait que confirmer ce que nous répétons depuis 9 ans: les organisations syndicales sont inca-

.../...

pables de soutenir la moindre lutte réelle. Sur le plan national, elles n'ont pas tenté d'organiser le moindre mouvement de solidarité. Même en ce qui concerne la simple information, elles se sont montrées beaucoup plus discrètes que plusieurs quotidiens bourgeois.

Sur le plan local, leur attitude n'a pas été plus brillante.

Le lundi 29 janvier, alors que les travailleurs qui sont rentrés le matin ont repris la lutte dès 14 heures, ce sont les délégués C.F.D.T. qui les empêchent d'envahir les bureaux.

Quant à la C.G.T. elle se surpasse. Le lendemain 30 janvier, dès le matin (elle sait parfois être rapide) elle distribue 4.000 exemplaires d'un tract qui condamne la lutte de la veille. Le crime des grévistes? Bien sûr, de ne pas avoir consulté les syndicats.

Ce n'est pas un hasard si, à la moindre lutte, les organisations syndicales se démasquent et manifestent leur caractère anti-ouvrier. Organes de collaboration de classe, elles ne peuvent exister que dans la mesure où la bourgeoisie peut faire des concessions aux travailleurs. Ceux-ci les acceptent alors en raison des avantages matériels qu'elles semblent leur procurer. Mais lorsque, comme à l'heure actuelle, les capitalistes ne peuvent plus faire de concessions, leur rôle apparaît pour ce qu'il est: tout à fait dérisoire. Et quand les travailleurs entrent en lutte pour défendre leur niveau de vie, elles ne peuvent plus jouer aucun rôle d'intermédiaire; entre les travailleurs et la bourgeoisie elles n'ont même plus à choisir; leur structure hiérarchique, directement calquée sur celle de la bourgeoisie, les place aux côtés de cette dernière.

#### S'organiser, et comment?

Est-ce à dire cependant que toute organisation est nuisible ou inutile et qu'il faut s'en remettre à la seule violence? Certainement pas, et c'est là justement qu'apparaît la faiblesse de la grève de la S.A.V.I.E.M. et des autres boîtes caennaises. Une fois de plus, les travailleurs ont dépassé les syndicats mais ils n'ont pas su constituer une organisation qui leur soit propre. Pourtant, créer cette organisation était la seule voie qui aurait pu permettre aux grévistes de la S.A.V.I.E.M. de progresser.

Seule la formation d'un comité de lutte ou de tout autre organe démocratique aurait pu permettre aux grévistes d'entraîner dans la lutte les ouvriers de la S.A.V.I.E.M., assez nombreux, qui ne faisaient pas grève. En s'élargissant aux travailleurs des autres usines en lutte, en envoyant des délégués spécialement mandatés dans les autres usines de la région et, pourquoi pas, de Paris (ce n'est pas si loin) ce comité aurait peut-être pu étendre la lutte. En organisant la violence dans les manifestations, il aurait peut-être pu limiter le nombre des ouvriers blessés. Nous employons beaucoup de "peut-être"; c'est qu'en effet la direction de la lutte par les ouvriers eux-mêmes n'apporte pas toujours le succès; mais c'est la seule façon de progresser.

Nous ne nous faisons cependant pas d'illusions. Nous savons qu'il faudra beaucoup de temps pour que les ouvriers arrivent à s'organiser eux-mêmes dans de vastes secteurs de l'industrie. Mais c'est à travers des explosions de colère comme celle qui vient de se produire à Caen que les travailleurs comprendront de plus en plus clairement qu'ils ne peuvent compter que sur leur propre force pour combattre les capitalistes.

.../...

Après les grèves dures du printemps dernier (DASSAULT, mines de fer, RHODIACETA), après les manifestations du Mans l'automne dernier, après les luttes de la région caennaise, les prochains mouvements peuvent éclater n'importe où, sans que personne puisse prévoir le secteur ou la région où ils auront lieu.

C'est la raison pour laquelle les travailleurs qui veulent lutter contre les capitalistes, qui ont compris le rôle de frein joué par les syndicats et la nécessité de nouvelles formes d'action doivent essayer de prendre contact entre eux pour ne pas être surpris et isolés lorsqu'une lutte commencera.

Les camarades qui publient "LUTTE DE CLASSE" sont là pour les aider dans cette tâche.

-----

# Bonnes vieilles recettes

Nouvelle expérience "révolutionnaire" en Union Soviétique où les économistes font preuve depuis quelque temps d'une imagination débordante.

Un article de l'agronome KOPYSSOV paru dans la "Literatournaya Gazeta" (article cité par le Monde du 10 février) nous apprend en effet que, depuis 2 ans, "d'immenses étendues de champs" sont louées à "des équipes de kolkhoziens volontaires". En termes de spécialiste, cela s'appelle "la suppression de la dépersonnalisation dans l'utilisation de la terre".

Celle-ci est confiée (évidemment "au nom et sur la demande du peuple") à des paysans à qui on fournit également les moyens matériels de cultiver la terre, des indications sur les productions à obtenir ainsi qu'une avance financière qui doit être remboursée après la récolte. Et, c'est là la grande innovation, ces paysans sont libres de décider de leurs horaires de travail et de repos.

Ainsi, après avoir redécouvert le profit, les bureaucrates soviétiques réinventent... le fermage. Et les partisans de cette expérience, entreprise pour "lutter contre un sentiment de désaffection des paysans à l'égard de la terre, et au nom du rendement", sont très satisfaits des premiers résultats obtenus: devenus "maîtres de la terre", les anciens kolkhoziens travaillent comme ils ne l'avaient jamais fait; ils sont dans les champs avant l'aube et boulonnent la nuit à la lumière des lampes portatives; plus de routes jonchées de gerbes: "chaque épi est ramassé". Grâce à quoi le rendement à l'hectare s'améliore sensiblement: dans le cas cité en exemple, il est de 19 quintaux à l'hectare (pour le blé) contre 17,5 seulement dans le kolkhoze voisin...

Voilà qui est prometteur et qui va encourager les bureaucrates soviétiques à étendre l'application des bonnes vieilles recettes capitalistes. Celles-ci ont fait leurs preuves et peuvent être utilisées avec succès dans des pays dont l'économie se rapproche de plus en plus de celle des pays capitalistes occidentaux. Elles permettent, mieux que les méthodes stalinienne de production, aujourd'hui dépassées, d'accroître le rendement de la production, c'est-à-dire de renforcer l'exploitation des travailleurs en stimulant l'ardeur défaillante de ces derniers.

Après le temps du bâton vient celui de la carotte....

-----

## **Camarade qui as lu ce bulletin,**

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

**Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ».** En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefaillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

## **Nous disons donc :**

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerné** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

### **Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IX<sup>e</sup>.**